

Après la mort du néofasciste Quentin Deranque, tous les coups sont désormais permis contre LFI.

La mort du militant néofasciste Quentin Deranque le 14 février dernier à Lyon, à la suite d'un affrontement de rue entre militants antifascistes et nervis d'extrême droite deux jours plus tôt, a déclenché une importante offensive de l'extrême droite, ainsi qu'une intensification majeure du pilonnage médiatico-politique contre LFI, qui vont bien au-delà de la réaction aux événements.



Une instrumentalisation politique abjecte de la mort de Quentin Deranque

Il est tout d'abord très clair que le service d'ordre LFI présent lors de la conférence de Rima Hassan à Lyon n'est aucunement impliqué dans les coups portés sur le militant d'extrême droite. Par ailleurs, les vidéos qui circulent montrent que les affrontements ont commencé en plein jour, donc avant le début de la conférence de Rima Hassan qui a commencé à 18h 20, après le coucher de soleil (18h 02). Pourtant, avant même que les faits et les responsabilités individuelles n'aient été précisément estimés par le procureur de Lyon, LFI était déjà pointée du doigt. Le gouvernement instrumentalise maintenant les événements en pointant la « responsabilité morale » de LFI du fait du « climat de violence » qu'elle « encourage depuis des années ». Les médias bourgeois s'en sont donné à cœur joie pour reprendre ce discours : alors que les présidentielles approchent et que les Vincent Bolloré (CNews), Rodolphe Saadé (BFMTV, RMC) et autres milliardaires savent que l'accession de la gauche radicale au second tour est une possibilité, l'occasion était trop belle pour en rajouter une couche ! Le journal *Marianne* (du milliardaire Daniel Kretinsky) prétendument « de gauche » a même titré en une le 19 février dernier : « *Les nouveaux antifascistes* » avec les portraits de Jean-Luc Mélenchon, Rima Hassan et Raphaël Arnault. Le PS, qui vient de laisser passer un budget à 20 milliards de coupes budgétaires, ne s'est pas privé : pour ne citer que lui, Olivier Faure, secrétaire national du PS, a enjoint la France Insoumise à « *faire son examen de conscience* » en l'accusant de participer à une « *hooliganisation de la vie politique* ».

Le soutien inconditionnel à la France Insoumise devrait aller de soi !

Dans ce contexte, et alors que des locaux et permanences LFI sont vandalisés par des

fascistes et que le siège national de l'organisation a fait l'objet d'une alerte à la bombe le 18 février dernier, l'ensemble des organisations syndicales et politiques du mouvement social auraient dû exprimer une solidarité sans ambiguïté avec La France Insoumise, quels que soient les désaccords stratégiques et programmatiques. Si l'extrême gauche organisée (LO, RP, NPA-R, NPA-A) s'est exprimée en ce sens, les confédérations syndicales sont restées très timides sur ce point dans leurs communiqués, tout comme le PCF et les Verts. Au-delà des déclarations, il convient aussi de mutualiser les forces pour, à l'avenir, assurer de façon unitaire la protection des locaux et des événements organisés par les organisations politiques et syndicales du mouvement social. Les attaques dont fait l'objet LFI sont en substance des attaques contre toute velléité de résistance, et l'expérience montre qu'on ne peut s'en remettre à la police, qui s'est toujours montrée très discrète face à la violence d'extrême droite. Au-delà de LFI, des locaux syndicaux sont déjà menacés, notamment à Lyon, où la CGT des communaux a reçu une menace d'attaque à la bombe ce 23 février.

Quentin Deranque, militant néofasciste, n'était pas un enfant de chœur...

Pour en venir à la caractérisation des faits et des forces en présence, commençons par dire que Quentin Deranque n'était pas un « enfant de chœur ». Au départ présenté par ses proches comme « non-violent », « *étudiant en mathématiques converti à un catholicisme en latin* », ou encore par son avocat comme « prônant un militantisme pacifique », le profil de Quentin Deranque s'est vite précisé comme celui d'un militant baignant dans la mouvance néofasciste : ancien militant de l'organisation monarchiste au passé collaborationniste Action Française, membre du groupe catholique intégriste *Academia Christiana*, partisan de la « remigration », confondateur du groupuscule « nationaliste-révolutionnaire » Allobroges Bourgoin en 2025... Le groupe néo-nazi Luminis explique aussi, dans une publication du 13 février dernier, que l'engagement de leur « camarade » Quentin Deranque « *dépassait largement le rôle "d'agent de sécurité" pour le Collectif Nemesis* ». Luminis ajoute : « *Les derniers mots de Quentin étaient "On remet ça, les gars". Comme lui, la lutte à mort nous rend joyeux.* » Bref, il est très clair que Quentin Deranque était un militant néofasciste. Or, jeunes ou vieux, ces individus sont les ennemis de la classe ouvrière, et sont pétris d'une idéologie ouvertement raciste et implicitement exterminatrice. En ce sens, nous ne lui rendrons jamais hommage. Quentin Deranque n'est pas « mort pour ses idées » : il est mort à la suite de sa participation active à un guet-apens organisé par des militants néofascistes lyonnais. Alors même que les minutes de silence pour Gaza organisées par les enseignant-e-s sont réprimées dans l'Education Nationale, qu'aucune minute de silence n'est organisée lorsque des fascistes assassinent des personnes non-blanches, la minute de silence observée à l'Assemblée nationale le 17 février en hommage « *au jeune Quentin* », à la demande du RN, est un véritable scandale.

... mais « tous les coups ne sont pas permis »

La lutte antifasciste a toujours en partie nécessité l'usage de la violence, parce que, si elle se déploie sur le terrain politique, elle implique aussi l'auto-défense dans la rue, dans les quartiers, sur les lieux de travail. Or, contrairement à ce qu'a pu affirmer Manuel Bompard sur *France Inter*, l'auto-défense populaire n'est pas quelque chose de purement « pacifique » : cela implique *a minima* de répondre aux coups qui sont portés, et même parfois de passer à l'offensive pour faire fuir des groupes néofascistes menaçants. Dans un contexte où, en occupant des lieux dans certains quartiers précis, l'extrême droite se développe souvent sur la base de l'affirmation progressive d'une emprise territoriale, certains groupes antifascistes ont également mené des opérations plus offensives de dégradation des locaux où pullulent des néofascistes qui terrorisent des personnes racisées et LGBT dans les quartiers. Le contexte lyonnais, dans lequel s'est développé le collectif antifasciste *La Jeune Garde*, illustre très bien cette logique. Il faut par ailleurs rappeler qu'à Lyon, 102 agressions de militants d'extrême droite sont recensées depuis 2010, dont 70% sont restées impunies, selon le média en ligne *ContreAttaque*.

Cela dit, comme l'a rappelé Jean-Luc Mélenchon le 17 février, « *tous les coups ne sont pas permis* ». Certes, dans le cadre des affrontements ayant eu lieu à Lyon le 14 février dernier, des témoignages et vidéos publiés par *Le Canard Enchaîné*, d'ailleurs très peu relayés, montrent une disproportion initiale des moyens et des intentions entre néofascistes et antifascistes, qui laissent penser que les seconds étaient au départ sur la défensive : contrairement aux antifas (visiblement pris par surprise), les néofascistes étaient armés (parapluie, barres de fer, gazeuse) et plusieurs témoignages confirment qu'ils auraient tendu un guet-apens aux abords d'un tunnel ferroviaire. Cela contredit complètement le récit initial de Nemesis, rapidement repris par les médias le soir même. Cependant, d'autres vidéos montrent que Quentin Deranque a ensuite été frappé à terre à de multiples reprises alors qu'il semblait désormais isolé et sans défenses. Il faudra attendre d'avoir des éléments de contexte plus précis pour porter un jugement définitif, mais il est clair que les agissements tels qu'observables sur les vidéos ne peuvent être acceptés dans nos rangs : en temps de paix comme en temps de guerre, le combat doit respecter certains principes de proportionnalité et même d'honneur (ainsi, en on ne frappe pas une personne à terre déjà mise hors d'état de nuire).

Le rôle et les méthodes troubles du collectif fémonationaliste Nemesis

Comme mentionné ci-dessus, la première version - mensongère - de l'affrontement qui a mené à la mort de Quentin Deranque (il aurait été pris dans un guet-apens de militants antifas armés) a été diffusée d'abord par Nemesis. Il est pertinent de s'interroger aussi sur le rôle de ce collectif fémonationaliste et sur son véritable mode d'action. Le groupe a pour habitude de rejoindre des manifestations et rassemblements féministes pour les polluer de slogans et d'une propagande faisant un lien entre immigration et violences sexistes et sexuelles. S'en suivent souvent des réactions plus

ou moins virulentes des militant-e-s féministes déjà sur place ; en réaction encore, le « service d'ordre » de Nemesis bouscule ou agresse lesdites militant-e-s, soi-disant en défense des membres de Nemesis. La méthode interroge sur le véritable objectif des actions de Nemesis : ne seraient-elles pas en réalité un pur prétexte pour permettre à des nervis d'extrême-droite de « casser du gauchiste » sous couvert de défendre des militantes en détresse ? Les révélations parues dans le journal *l'Humanité* le 22 février [1] le confirment : des extraits d'une conversation Telegram datant d'octobre 2025, auxquels un journaliste a eu accès, entre une cadre locale lyonnaise de Nemesis et des membres de la mouvance néonazie lyonnaise montrent par exemple que Nemesis propose ses militantes comme « appât » pour attirer des militant-e-s de gauche qu'il s'agit ensuite, pour les militants néofascistes postés en embuscade, de « choper ». Que faisaient alors les militantes Nemesis devant l'IEP de Lyon en fin d'après-midi du 12 février dernier, alors qu'un groupe de leurs « amis » auraient attendu derrière un tunnel ?

Pour un antifascisme de masse

Du fait du cadrage très politique existant en son sein, de son orientation unitaire et du caractère public et médiatique de son expression (avec des porte-paroles à visage découvert), le groupe antifasciste *La Jeune Garde*, fondé en 2018, s'est distingué des autres groupes antifas traditionnels, plus discrets et plus focalisés sur les opérations de terrain. Cela a probablement facilité le fait que LFI se soit rapprochée de *La Jeune Garde* jusqu'à la considérer comme une « organisation alliée », et a même investi, aux dernières législatives, son ancien porte-parole Raphaël Arnault, qui a gagné de haute lutte la 1^{ère} circonscription du Vaucluse, en la reprenant à la députée RN sortante. Ensuite, *La Jeune Garde* a été dissoute par décret, ce qui a provoqué son éclatement en plusieurs petits groupuscules ; or cela implique un plus faible contrôle au niveau des recrutements et un cadrage politique moins précis. Il s'agit là d'un élément de contexte qui pourrait expliquer le décalage entre les principes de *La Jeune Garde* et le dérapage constaté le 14 février, s'il implique d'anciens membres de l'organisation comme on l'a beaucoup entendu dire sans que ce soit prouvé à ce stade.

Plus globalement, il faut dire que la tâche de l'auto-défense antifasciste a trop longtemps été déléguée à des groupes spécialisés, sous prétexte que le danger fasciste n'était pas imminent. Aujourd'hui, dans un contexte où l'extrême droite se renforce et se trouve de plus en plus menaçante sur le terrain, il semble nécessaire de coordonner localement des forces recrutées dans chaque organisation syndicale et politique du mouvement social, pour défendre les piquets de grève, les événements de notre camp social, et, plus généralement, toutes les positions matérielles qu'il a conquises : imprimeries, locaux, librairies, bibliothèques...

Raphaël Arnault doit rester à l'Assemblée nationale !

Alors que Jacques-Elie Favrot, l'un de ses deux assistants parlementaires, ex-membre de la Jeune Garde, a été mis en examen et écroué pour « *complicité d'homicide*

volontaire par instigation » (ce qui indique qu'il était présent sur les lieux ou qu'il a aidé ensuite les coupables de l'homicide, mais qu'il n'est pas l'auteur de coups mortels sur Quentin Deranque), le député LFI Raphaël Arnault subit aujourd'hui une pression maximale, le gouvernement appelant LFI à « *faire le ménage dans ses rangs* ». Pourtant, Raphaël Arnault s'est déjà prémuni en rompant le contrat de ses deux assistants parlementaires le soir des faits, et il n'y a aucune raison qu'il démissionne, vu qu'il n'a aucune responsabilité dans les événements de Lyon, étant alors à l'Assemblée nationale ! Yaël Braun-Pivet, présidente de l'Assemblée nationale, dit souhaiter ne plus voir Raphaël Arnault sur les bancs de l'Assemblée, mais n'en dit pas de même pour le député RN Jérôme Buisson, dont le collaborateur (désormais mis à pied) a publié sur X la phrase suivante, accompagnée d'une photo d'Assa Traoré et des élues insoumises Rima Hassan, Sophia Chikirou et sa suppléante Sophie de La Rochefoucauld : « *J'ai fait un rêve : quatre décès. Et le peuple empli de joie* ».

Il n'y a par ailleurs aucune raison pour que LFI regrette d'avoir soutenu *La Jeune Garde* en tant que telle et renonce à soutenir son recours devant le Conseil d'État contre sa dissolution. L'intervention de Jean-Luc Mélenchon lors du « Moment politique » le 17 février a été en ce sens salutare : « *J'ai lu qu'il était difficile pour nous de cacher nos relations avec La Jeune Garde [...] Il n'y aucune difficulté car nous ne nous cachons pas. J'ai été présent à l'université d'été en 2023, en 2024, en 2025, où j'ai observé un groupe, qui, dans une discipline parfaite, étudiait, travaillait, élevait son niveau de conscience collective, avait une approche extrêmement raisonnée de la défensive populaire contre les fascistes [...]. Le mouvement la jeune garde est d'abord le produit spontané, par contamination, de jeunes gens qui se sont accordés entre eux pour résister au fascisme. Nous approuvons leur résistance ! Nous approuvons leur organisation ! La leur, et celle des autres antifascistes, quand bien même des divergences, souvent, nous séparent.* » Une telle déclaration, au moment où la pression sur LFI est maximale, est courageuse, et ne peut qu'être applaudie.

L'heure est au regroupement des forces dans LFI

De ce point de vue, nous, membres de la Tendance CLAIRE, tout en défendant nos propres positions chaque fois que c'est nécessaire, sommes fièr-e-s de participer à la France insoumise depuis 2022. Aujourd'hui, il est évident que l'offensive monstrueuse de l'extrême droite, de la droite et du PS contre LFI suite à la mort de Quentin Deranque, ne peut que renforcer le fascisme en France et surtout, en dernière analyse, aggraver les risques que le RN arrive au pouvoir en 2027. Cette opération s'explique avant tout par le fait que la bourgeoisie craint la victoire de LFI à la présidentielle, scénario dont tout le monde voit qu'il est de plus en plus envisageable. Dès lors, pour tous les partis de la bourgeoisie, tous les moyens sont bons, tous les coups sont permis pour tenter de discréditer LFI et préparer un « cordon sanitaire » visant à empêcher le regroupement des électeurs et électrices derrière Mélenchon – quand bien même le

risque serait alors grand de faire gagner le RN. Dans ces conditions, nous appelons les militant-e-s convaincu-e-s qu'il faut regrouper les forces, les travailleur/se-s qui veulent défendre leurs revendications et construire une alternative politique, les personnes racisées qui veulent se défendre des attaques fascistes, à rejoindre les rangs de LFI.

Notes

(1] Thomas Lemahieu, «Dans les conversations secrètes entre Némésis et des néonazis pour agresser des militants de gauche à Lyon », *L'Humanité*, 22 février 2026.

[<https://www.humanite.fr/politique/antifa/dans-les-conversations-secretes-e-tre-nemesis-et-des-neonazis-pour-agresser-des-militants-de-gauche-a-lyon>]

Rémi Grumel, le 25 février 2026